un grand nombre d'abonnés ruraux et où il est difficile de livrer autrement que par la poste. La plupart des quoditiens sont surtout livrés par porteur; le tarif postal n'est pas un facteur primordial. En d'autres termes les hebdomadaires croient être défavorisés, surtout quand leur rayon de livraison est petit.

• (12.50 p.m.)

Je rappelle au ministre que les hebdomadaires remplissent un rôle important pour le gouvernement. Cela vaut pour bien des hebdomadaires, comme celui de ma circonscription de Calgary-Nord, le Rocky View and Market Examiner, publié à Calgary et distribué dans les régions rurales et les petites villes.

Bon nombre des bulletins du gouvernement sont publiés par ces hebdomadaires, à titre gracieux. Ils rendent donc un service au gouvernement et ont droit à une certaine considération à cet égard.

Toutefois, lorsque vous considérez l'ensemble de l'affaire, vous voyez que c'est là qu'un comité aurait dû examiner l'ensemble des faits tels qu'ils sont. Comme l'a dit le député de Winnipeg-Nord, le déficit du Reader's Digest et de Sélection était de \$982,388 et du Time \$864,000, mais même aux termes de la nouvelle proposition, ces deux périodiques américains s'en tireront pour le mieux. Bien sûr, le ministre des Postes a dit hier soir, au cours du débat, que vous ne pouviez comparer la revue Time à un quotidien ou à un hebdomadaire. Néanmoins, cette publication essaie toujours d'obtenir des annonces au Canada et le déficit à son égard coûtera au pays \$800,570. Le déficit annuel pour la revue Time est de \$864,362, mais aux termes de la nouvelle proposition ce déficit demeure à \$721,527.

Il serait très intéressant, je pense, qu'un comité permanent étudie ces chiffres. Je le répète: De quoi le ministre a-t-il peur? Qu'importe une attente de 30 jours avant qu'on comble le déficit de son ministère? On nous a dit ce matin comment allaient fonctionner ces comités. Ce doit être le début d'une ère nouvelle. Chose étrange, quand le gouvernement veut cacher certaines choses, il trouve qu'il ne doit pas utiliser les comités, mais quand il veut cacher d'autres choses à la Chambre des communes, il a recours à un comité pour éviter tout embarras. Quelle absurdité. Le gouvernement ne peut avoir le drap et l'argent. Ou bien ces comités fonctionneront normalement, ou bien ils ne fonctionneront pas du tout. D'après les méthodes que

les comités ont suivies, il me semble inévitable qu'un comité, présidé par un député ministériel et formé en majorité de députés du gouvernement, dissimule certaines choses.

Le passage suivant, paru dans le *Star Weekly* du 31 juillet 1965, n'était peut-être pas si loin de la vérité. Voici ce qu'on y disait du gouvernement libéral:

Qu'a fait le gouvernement? Il a exempté le Time et le Reader's Digest de la taxe même qui devait empêcher les étrangers de s'accaparer de la publicité canadienne.

Le ministre commet aujourd'hui la même faute et cela se voit dans ses propres chiffres. J'aimerais qu'un comité permanent les étudie et les examine avec soin. L'article ajoute:

Mais le sénateur O'Leary a abandonné ses collègues et sans pays—troublante pensée qui donne à réfléchir. En exemptant le *Time* et le *Reader's Digest* de la taxe sur les revues, le Parlement concède à Washington le droit d'intervenir dans une question qui intéresse exclusivement le Canada, et vote probablement une condamnation à mort des périodiques canadiens, avec toutes les répercussions qui pourront en découler pour notre histoire.

Autrement dit, il y a discrimination, car ceux qui doivent soutenir la concurrence pour obtenir de la réclame au Canada sont traités injustement. Même si ces deux périodiques consacrent une section au Canada, elles sont réellement publiées aux États-Unis. Je n'ai rien contre les périodiques américains qui entrent au Canada—je n'ai pas de préjugés de ce genre-mais je veux un traitement équitable pour les quotidiens, les hebdomadaires, les revues et périodiques canadiens. Ces deux publications américaines sont traitées de facon spéciale. On trouvera peut-être rafraîchissant d'apprendre comment la Sifton Press a gagné environ 1 million de dollars, mais même la Sifton Press qui, au cours des ans s'est montrée libérale, pour dire le moins, n'a pas aussi bien réussi que le Reader's Digest et le Time, parce que ces deux derniers ont reçu du contribuable canadien une subvention de 1 million de dollars.

On a beaucoup critiqué le ministre des Postes. Je le plains très sincèrement. Il est chargé de défendre le projet de loi à la Chambre au nom du gouvernement. Les députés se rappelleront qu'il a été le dernier à être nommé ministre. A mon avis, le premier ministre a éventé la mèche lorsqu'il a parlé de la presse impérialiste. Je voulais le dire de toute façon, mais cela a simplement confirmé mon opinion. Certains propriétaires de journaux à tendance très libérale m'ont dit qu'ils avaient l'impression—et c'est pourquoi

[M. Woolliams.]